Droit de réponse

« Hetzkommuniqué ? »

Prise de position de l'APESS suite à un article de M. Michel Pauly

Qu'on nous permette une remarque préalable: nous osons évidemment espérer que les attaques de la part de M. Michel Pauly contre le corps enseignant à la fois du primaire et du secondaire n'engagent ni la rédaction ni la ligne éditoriale du mensuel *forum*.

En effet, dans l'édition n° 288 du mois de juillet 2009, Monsieur Pauly avait jugé utile de publier, à propos d'un communiqué de presse envoyé par l'APESS, sans autre forme de procès et sans même le publier, le commentaire suivant :

„Eines der am stärksten angefeindeten Regierungsmitglieder war ohne Zweifel Ministerin Mady Delvaux. Sie musste gegen eine ultrakorporatistisch eingestellte Lehrerschaft ihre Vorstellungen von einer Reformschule durchsetzen. Fast täglich hielt sie bis in die letzten Dorfwinkel Informationsversammlungen ab, die sehr stark von Eltern, aber kaum von Lehrern besucht waren. Aber ihr Einsatz hat sich offenbar gelohnt: Sie gewann sogar 292 Stimmen hinzu im Vergleich zu 2004. Das letzte, kurz vor den Wahlen verschickte APESS-Hetzkommuniqué fand nur noch den Weg in die Spalten des Journal*. Die anderen Redaktionen wollten die Lehrer wohl vor dem Vorwurf der Demagogie, dem sie von ihrer Gewerkschaft ausgesetzt werden, schützen. Wenn Mady Delvaux Erziehungsministerin bleibt, würde erstmals seit Fernand Boden, der von 1979 bis 1989 das Ministerium innehatte, die Ministerin die von ihr in die Wege geleiteten Reformen, auch in der Praxis begleiten und vertiefen können. Es gäbe seit 1989 die Chance, dass mit einer neuen Regierung nicht gleichzeitig ein Revirement in der Schulpolitik einsetzt. Der Schule, den Schülern und den Eltern sei's gegönnt."*

Ce commentaire appelle, de notre part, les remarques suivantes :

1. Le reproche de l'ultracorporatisme revêt le caractère d'une insulte à l'égard de toute une catégorie socioprofessionnelle – dont Monsieur Pauly est d'ailleurs lui-même issu et à qui il reproche de manière généralisée le refus de toute réforme ! – et est à nos yeux parfaitement indigne d'un enseignant de l'Université du Luxembourg.

2. Il est tout simplement faux de prétendre que les réunions d'information sur la réforme de l'enseignement fondamental aient été mal fréquentées par les enseignants. C'est ce que nous avons pu constater nous-mêmes lors de la réunion du 10 mars 2009 à Cessange qui était, au contraire, fort bien fréquentée par nombre d'instituteurs. Pareils échos nous sont venus de nombreuses autres régions du pays.

3. Contrôler en détail ces informations sur le plan national est par ailleurs chose peu aisée, car lors de ces réunions, entrait et sortait qui voulait, sans s'identifier en tant que parents ou enseignants. Mieux encore : beaucoup sont venus parce qu'à défaut d'informations de leur ministre, ils se sentaient totalement déboussolés ! D'ailleurs, il serait tout aussi anormal que le personnel d'une entreprise soit informé après les clients.

4. Le fait de lancer des informations erronées sans même avoir pris la moindre peine de les vérifier relève d'une façon de procéder fort peu scientifique et donne le frisson si l'on considère le faible de l'UL pour les statistiques.

5. Quant au reproche de la démagogie et du *« Hetzkommuniqué »*, l'APESS prend acte du fait que Monsieur Pauly étale dans les colonnes du mensuel *forum* ses états d'âme sans avoir décelé, dans notre communiqué de presse, l'ironie sous forme de clin d'œil face aux déclarations de Monsieur Asselborn. Elle exige donc la reproduction intégrale de son communiqué de presse du 4 juin dernier, afin que les lecteurs du *forum* – dont l'APESS entend respecter les capacités intellectuelles et la faculté de juger par leurs propres moyens – puissent se faire leur propre idée quant à savoir qui de l'APESS ou de Monsieur Pauly publie ce qu'on pourrait qualifier de *« Hetzkommuniqué »*.

Daniel Reding, Président de l'APESS
Michel Bock, Vice-Président
Simone Lehnert, Secrétaire
Pascal Zeihen, Trésorier
(apess@education.lu)

« Clin d'œil ? »

Communiqué de presse du 4 juin 2009 (APESS)

L'APESS se dit consternée par les propos éminemment édifiants tenus à propos de la politique d'Education nationale par le ministre Jean Asselborn lors de la table ronde officielle des têtes de liste en vue des élections du 7 juin 2009, propos dont nous reproduisons ici le *verbatim* :

« Mir däerfen net spueren bei der Bildung. […] dass mer dat weiderféieren, wat d'Mady Delvaux ugefaangen huet am Primaire ze man, dass mer dat och am Secondaire kréien, dass mer […] d'Kompetenz vun de Kanner, dass mer dat Potenzial komplett ausschöpfen, an net d'Leit – den Tour de France geet elo un, d'Leit, d'Coureuren, déi fueren am Peloton, fir lech dat bildlich ze soen, wéi ech et gesinn ; […] wa mer vir am Täissel ze séier fueren, da ginn der hanne lâchéiert an déi risquéiren, diminuéiert ze ginn. Dat däerfe mer net maachen, dat ass mäi Grondkonzept vum Sozialstaat. »

L'APESS prend acte de cet hymne à la médiocrité et elle invite tous les coureurs du Tour de France à suivre à la lettre les recommandations du ministre des Affaires étrangères du Luxembourg en restant bien sagement dans le peloton sans se permettre la moindre échappée afin de garantir un spectacle passionnant à tous les mordus de la Grande Boucle.

Est-il besoin de rappeler qu'à l'instar du sport de compétition, les jeunes sortant de nos écoles seront livrés à un marché du travail qui n'obéit malheureusement – et ce n'est pas l'APESS qui en a décidé ainsi – qu'à la loi du plus fort ? Les démunir totalement en les broyant sous un rouleau compresseur égalitaire revient à sacrifier les élèves doués sur l'autel d'un égalitarisme effréné.

L'APESS n'a jamais contesté et ne contestera jamais le droit élémentaire de chaque élève en difficulté à l'appui scolaire et à l'égalité des chances ; or, d'aucuns semblent oublier qu'on ne peut faire usage de l'égalité en droits que dans la limite de ses capacités, des ses talents et de son attitude face au travail !

Voilà donc enfin livrée la vérité sur la quintessence et le but ultime de la politique éducative du gouvernement sortant. Ne reste plus qu'à espérer que la mise en coupe réglée des capacités de nos jeunes sera menée à son terme par l'instauration d'un tronc commun qui sonnerait le glas de toute volonté d'un jeune quel qu'il soit de sortir de la médiocrité et d'exceller… ou que viendra enfin un ministre de l'Education nationale qui n'oublie pas les bons élèves.

Est-il besoin de rappeler que ces derniers sont souvent originaires des milieux défavorisés et qu'une école qui se fonde sur la méritocratie et non sur le nivellement est pour eux le seul moyen de bénéficier de l'ascenseur social ?

Est-il besoin de rappeler que les homologues politiques de Monsieur Asselborn d'outre-Meuse n'ont jamais, durant toutes les années pendant lesquelles ils ont gouverné en France, pensé un seul instant à abolir les écoles d'élite que possède la République, à savoir des écoles de prestige telles que Louis-le-Grand, Henri IV, Normale Sup ou Polytechnique ?

Dans le même ordre d'idées, l'APESS ne renie pas l'enseignement par compétences en soi, mais constate qu'il baigne encore dans le flou artistique le plus total.

Ce jeudi 4 juin a eu lieu à Walferdange une formation continue non moins édifiante sur l'enseignement par compétences où deux éminents spécialistes belges ès « sciences » de l'éducation ont abouti à la conclusion suivante : en matière d'application concrète des compétences en classe – ce sera pour l'an prochain –, les « sciences » de l'éducation en sont encore au stade… de l'incertitude !

Citons l'un des conférenciers :

« Je ne veux pas renvoyer la patate chaude aux enseignants, […] mais c'est à vous de gérer cette incertitude dans vos classes. »

Voilà pour le moins la preuve que l'enseignement par compétences est avant tout un emballage cadeau sans véritable contenu et qu'il réduit les élèves au rang de cobayes.

L'APESS, par souci de son indépendance et de sa neutralité politique, ne donnera pas de recommandation de vote, mais ne peut s'empêcher de fustiger le bilan de la majorité sortante en matière d'éducation et de mettre en garde devant une politique qui irait encore davantage à l'encontre de l'intérêt de nos élèves en instaurant des gadgets contreproductifs comme le tronc commun qui a royalement échoué chez nos voisins français.

Le Comité exécutif de l'APESS,
Daniel Reding, Président
Michel Bock, Vice-Président
Simone Lehnert, Secrétaire
Pascal Zeihen, Trésorier